

Bloc notes

Comment analyser le fait que peu de jeunes poursuivent des études supérieures en sud Alsace?

L'Afut sud Alsace, avec l'aide de ses partenaires dont naturellement l'Université de Haute Alsace, a consacré ces dernières années plusieurs travaux à l'éducation, à la scolarité, aux parcours scolaires... Le temps était venu d'en faire une synthèse.

Celle-ci s'organise autour d'une question qui était ressortie de l'ensemble des données présentées : pourquoi le taux de scolarisation des jeunes de 18 à 24 ans est-il si faible dans les intercommunalités du sud Alsace?

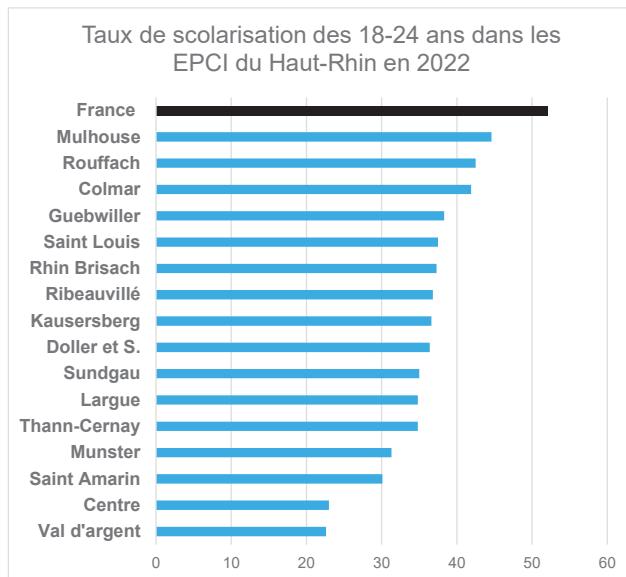
Après avoir rappelé à grands traits les spécificités locales, cette synthèse propose quelques pistes d'analyse et d'explication, dont certaines restent à valider empiriquement.



Eléments de connaissance de la situation locale

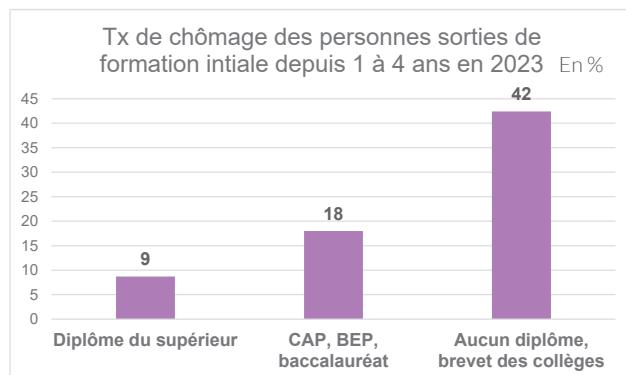
Le taux de scolarisation des jeunes 18-24 ans par EPCI dans le Haut-Rhin

Le taux de scolarisation des jeunes est faible, comparé au taux national de scolarisation de cette classe d'âge. Il s'en suit que le taux de scolarisation des 25/29 ans est également plus faible qu'en France.



Source INSEE

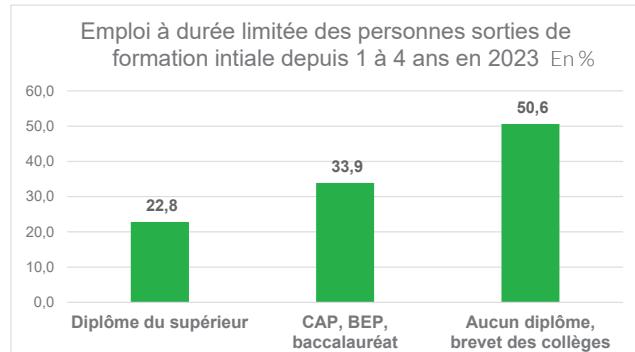
En quoi ce faible taux de scolarisation est-il porteur d'enjeux ? Pour la raison simple que -même si l'on peut le regretter- l'insertion professionnelle est de plus en plus dépendante en France du niveau de diplôme obtenu.



Source INSEE

Non seulement détenir un diplôme devient la clef d'entrée dans l'emploi, mais le niveau de diplôme conditionne également la qualité de l'emploi obtenu.

Plus le niveau de diplôme augmente, plus les chances de décrocher un emploi stable augmentent et plus les chances d'avoir un travail à temps complet augmentent.

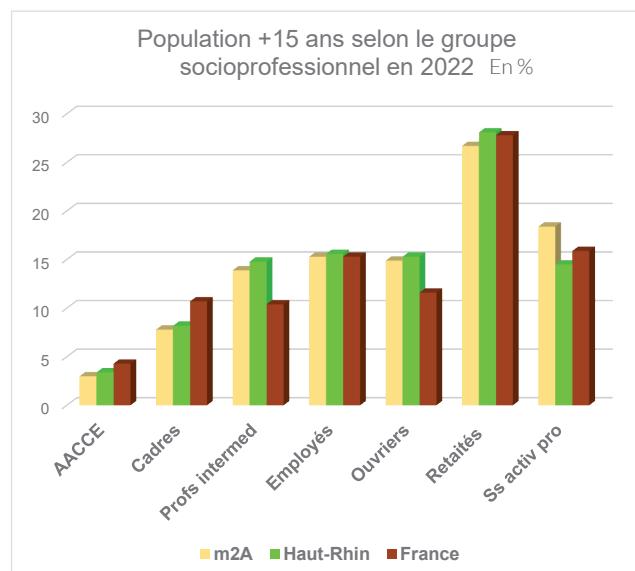


Source INSEE

A noter que le décalage entre le niveau de diplôme obtenu par les jeunes et la structure des qualifications dans les entreprises entraîne un certain déclassement des jeunes entrant sur le marché du travail dont a très bien rendu compte récemment le Haut Commissariat à la Stratégie et au Plan¹.

Une structure sociale locale plus ouvrière

Localement, la composition socio-économique de la population est particulière, avec une part élevée d'ouvriers et relativement peu de cadres comparativement à l'ensemble de la France.



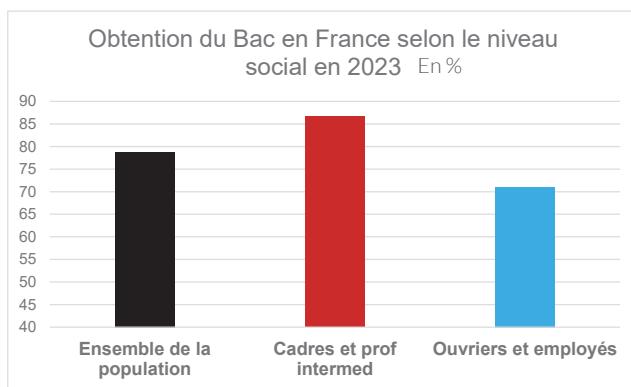
Source INSEE

Comme on le voit sur ce graphique, dans le Haut-Rhin il y a 15,3% d'ouvriers dans la population, pour 11,6% en France ; dans l'agglomération mulhousienne, il n'y a que 7,8% de cadres et professions intellectuelles pour 10,7 en France, il y a aussi localement beaucoup plus de personnes sans activité professionnelle qu'en France.

1) HCSP, Jeunesse d'hier et d'aujourd'hui : le grand déclassement?; Flash n°4, 2025. Voir également D. Taverne et G. Poupard, «La formation, quel atout pour l'emploi et les territoires, dossier FNAU, avril 2021.

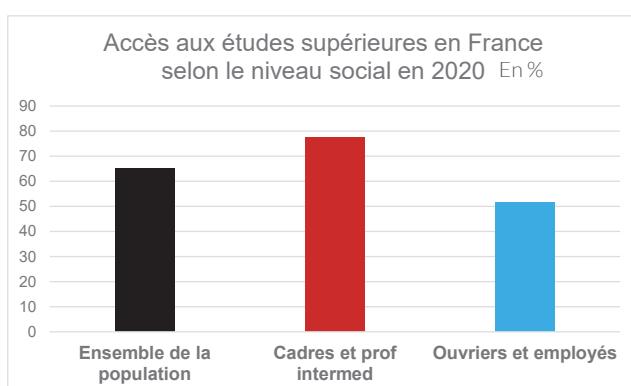
La population locale est donc plus «populaire». Or les données montrent que les enfants d'ouvriers (ou de cadres) ont des rapports spécifiques avec l'éducation.

Pour commencer, les enfants d'ouvriers et d'employés sont moins nombreux que les enfants de cadres et professions intermédiaires à obtenir le Bac (71/86,7%).



Source INSEE

Par suite et fort logiquement, ils s'engagent beaucoup moins que les autres dans des études supérieures.



Source INSEE

A peine plus de 50% des enfants d'ouvriers/employés accèdent aux études supérieures en France. Il y a donc une certaine logique (statistique) à ce que les jeunes locaux fassent moins d'études supérieures.

Une très forte ségrégation scolaire dans les établissements

Cette sélection sociale est renforcée par une très forte ségrégation scolaire dans les établissements du Haut-Rhin.

On trouve d'un côté une minorité d'établissements (le plus souvent privés) accueillant des élèves issus de milieux favorisés et de l'autre un grand nombre d'établissements (majoritairement publics) regroupant des élèves de milieux modestes voire précaires.

1) Voir <https://www.education.gouv.fr/geographie-de-l-ecole-323657>

L'indice de position sociale (IPS)

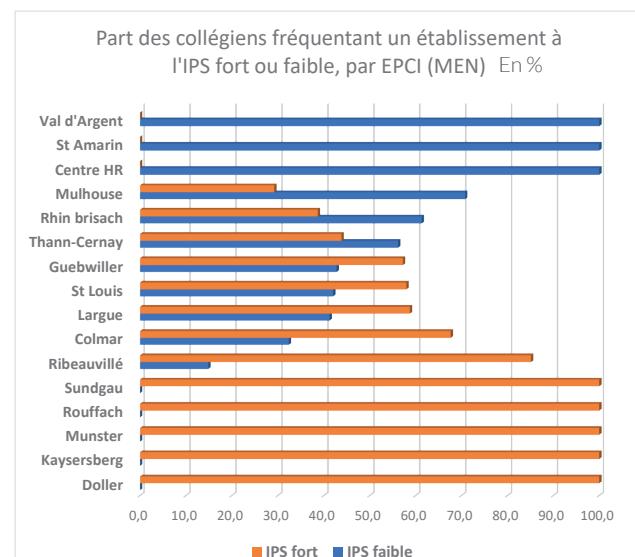
La valeur de l'IPS représente les conditions socio-économiques et culturelles moyennes des professions.

Il est établi sur la base d'enquêtes spécifiques et de données collectées par les établissements, en prenant en compte les diplômes des parents, les conditions de vie des familles, leur capital culturel, le niveau d'ambition et d'implication des parents et les pratiques culturelles des familles.

Un IPS est donc attribué aux établissements selon la composition socio-professionnelle des familles des élèves. Un IPS élevé est le signe d'un milieu socio-économico-culturel favorisé.

L'Education Nationale¹ calcule un Indice de Position Sociale pour évaluer la composition sociale de chaque établissement. Il est ensuite possible de croiser cet IPS avec le taux de réussite des élèves.

Les collèges du Haut-Rhin peuvent servir d'exemple.



Source MEN

Certains collèges ne sont fréquentés que par des élèves ayant un IPS élevé, d'autres sont majoritairement fréquentés par des élèves à IPS faible.

Il y a donc de fortes inégalités socio-spatiales. Selon le lieu de résidence de la famille, l'enfant peut vivre dans un entre soi de jeunes aisés ou de jeunes défavorisés.

Parmi les territoires où il y a plusieurs collèges, Colmar et Mulhouse peuvent servir d'exemples-types.

Dans l'agglomération de Colmar, il y a 10 collèges. 3 d'entre eux ont un IPS faible (inférieur à la médiane).

Dans l'agglomération de Mulhouse, sur les 25 collèges, 18 (soit 72%) présentent des IPS faibles.

Le résultat ne se fait pas attendre. Le taux de réussite au Brevet est très différent d'un territoire à l'autre.

Dans l'agglomération de Colmar, un tiers des collèges a un taux de réussite faible, contre les deux tiers dans l'agglomération mulhousienne. Seuls 20% des établissements de la région mulhousienne ont un taux de réussite élevé, contre 40% dans celle de Colmar.

Pour donner un ordre de grandeur plus précis du lien entre IPS et réussite, il est possible de croiser l'IPS des collèges et leur taux de réussite. 70% des collèges ayant un IPS faible ont un faible taux de réussite au Brevet ; 65% des collèges ayant un IPS élevé ont un taux de réussite élevé.

Croisement entre l'IPS des collèges et le taux de réussite au Brevet. En % (Source MEN)

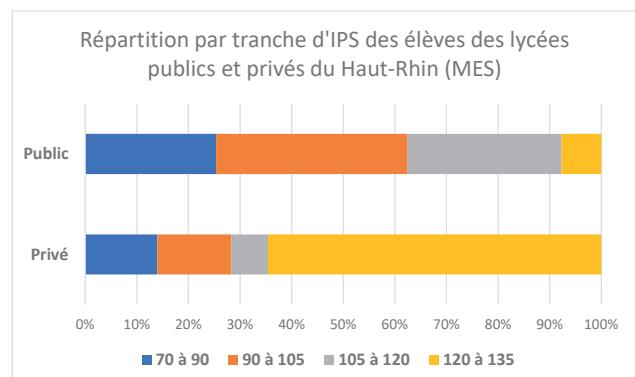
	IPS faible	IPS moyen	IPS élevé
Tx réussite faible	69.6	26.1	4.3
Tx réussite moyen	21.7	47.8	30.4
Tx réussite fort	8.7	26.1	65.2

Il s'agit d'un ordre de grandeur car les années de référence varient : 2021 pour le taux de réussite au Brevet et 2022 pour l'IPS

Cela se traduit, à la fin de 3^{ème}, par des orientations différentes selon le groupe socioprofessionnel des parents.

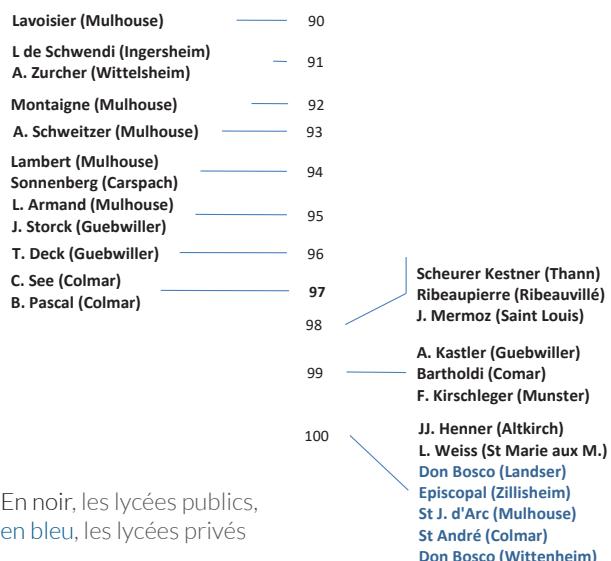
La moitié des enfants d'ouvriers continuent dans la voie générale, alors que 9 enfants de cadres sur 10 s'orientent vers la voie générale. «Mécaniquement», toute une partie des jeunes va arrêter sa scolarité une fois obtenu le Bac technologique et s'orienter vers le marché du travail plutôt que vers une poursuite d'étude.

On retrouve ces différences au niveau des lycées avec des taux de réussite au Bac très différents en fonction



Source MEN, exploitation Afut

Taux de réussite au Bac dans les lycées voie générale et technologique haut-rhinois, en 2021



En noir, les lycées publics, en bleu, les lycées privés

Source MEN, exploitation Afut

de l'IPS des lycéens. Les lycées, généralement privés, aux élèves plus privilégiés, ont des taux de réussite au Bac beaucoup plus élevés que les lycées publics où les élèves sont moins favorisés.

La concentration dans les mêmes établissements scolaires des élèves les moins favorisés conduit à des moindres résultats scolaires et réduit donc la possibilité de poursuivre des études supérieures pour un bon nombre d'élèves.

Mais le rapport à l'éducation ne saurait se limiter à un unique «déterminant» que serait l'appartenance à l'un ou l'autre des groupes socioprofessionnels. Une analyse sociologique beaucoup plus fine doit être réalisée, et d'autres dimensions prises en compte.

Les dimensions sociologiques de la poursuite d'études

Information et orientation

Les enfants de cadres sont beaucoup plus nombreux que les enfants d'ouvriers à poursuivre leurs études. Un enfant à l'adolescence précaire a un risque beaucoup plus fort de ne même pas arriver au Bac. Comment expliquer ces divergences de parcours ?

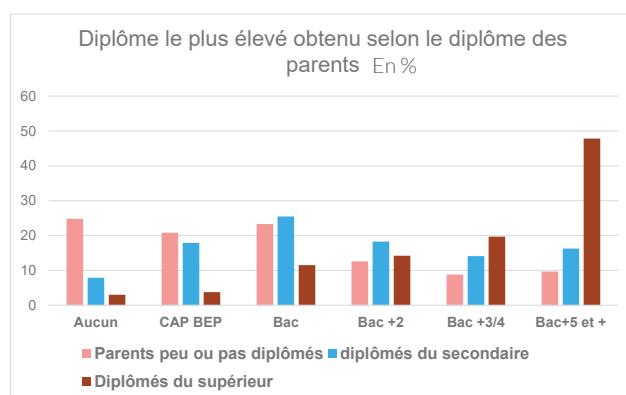
L'un des facteurs clefs est lié à l'information dont disposent les uns et les autres. Selon un sondage¹ réalisé

1) L'étudiant, «L'orientation, une affaire de famille, de confiance et de fiabilité selon notre sondage exclusif», 2025 (en ligne)

pour le journal «L'étudiant», 74% des jeunes se tournent d'abord vers leurs parents pour s'orienter et définir leur projet professionnel. Ce sondage corrobore d'autres études qui montrent que la famille et le milieu de proximité est le premier informateur des jeunes quant à leur choix d'avenir.

Or, les catégories dites favorisées ont généralement une meilleure information quant à l'orientation de leurs enfants. Un milieu favorisé orientera plus les jeunes vers des «métiers d'avenir», demandant souvent des niveaux de formation supérieurs.

De plus, les familles favorisées ont davantage fait des études supérieures que les autres.



Source INSEE

Quand les parents n'ont aucun diplôme, les enfants n'ont aucun diplôme (24,8%) ou s'orientent vers un CAP/BEP (20,8%) ou continuent jusqu'au Bac (23,3%). Mais ils ne sont que 10% à s'engager dans des études longues (Bac+5). Tout le contraire des jeunes dont les parents sont diplômés du supérieur qui sont 47,3% à obtenir un Bac+5 et au-delà.

Elles connaissent mieux les arcanes de l'enseignement supérieur et n'hésitent pas à orienter leurs enfants vers des classes prépa et autres grandes écoles. Les familles moins favorisées hésiteront, préféreront des études plus courtes, qui semblent plus accessibles et au «rendement» plus certain.

Les enfants d'ouvriers surestiment leur risque d'échec.

Les enfants issus de familles modestes ont tendance à dire « telle formation, ce n'est pas pour moi ». Et ce, même s'ils ont de bons résultats scolaires.

C'est de l'auto-exclusion sociale qui est souvent masquée par des arguments plus terre à terre comme le coût des études, qui pèse assurément sur le choix de poursuivre des études, mais ne doit pas constituer l'arbre qui cache la forêt.

Cette surestimation de leur risque d'échec ne les incite pas à se lancer dans des études supérieures.

Des degrés d'aspiration différents

Le sens de la réussite peut aussi varier selon les catégories sociales. Pour un cadre moyen, que ses enfants aient un master deux et plus encore un diplôme d'une grande école est un minimum. Pour un ouvrier qui a réussi sa vie professionnelle avec un CAP, que ses enfants aient le BAC est déjà un signe de réussite et de promotion sociale.

Contrairement à ce qu'ont pu écrire Maslow ou Herzberg¹, les uns n'ont pas un besoin d'accomplissement de soi supérieur aux autres. Tous ont une même aspiration à s'accomplir, mais ils ont des facteurs de satisfaction différents et obtiendront une même reconnaissance sociale de leurs mérites (dans leur groupe d'appartenance respectif) avec des niveaux de diplômes différents.

Des pratiques socioculturelles différentes.

Ces processus de reproduction sociale sont également alimentés par des pratiques sociales et culturelles différentes selon les catégories sociales.

Pratiques culturelles (pour ceux qui en ont) dans les 12 derniers mois, selon la catégorie socioprofessionnelle en 2022 (en %)

Agri culteurs	Artisans, commerçants	Cadres	Profs intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités
Être allé au cinéma						
34	37	64	56	43	30	24
Avoir visité un site culturel (musée, galerie, monument, site archéo...)						
18	31	63	46	29	18	23
Avoir assisté à un spectacle (théâtre, danse, opéra, concert...)						
19	22	45	32	18	11	15
Avoir assisté à un évènement sportif (match, course, tournoi...)						
19	26	29	26	17	23	11
Avoir lu au moins un livre (yc électroniques et audio)						
36	57	83	72	62	37	62

Source INSEE

Les cadres sont nettement plus nombreux à lire des livres, à aller voir des spectacles etc ce qui leur donne des centres d'intérêt et des codes culturels qui facilitent l'entrée dans des études supérieures de leurs enfants. Les pratiques sociales et culturelles des familles d'ouvriers sont plus « immédiates » (valorisation du cercle de proximité, de la pratique sportive...) et tendent moins à valoriser l'avenir de leurs enfants².

1) A. Maslow, *A Theory of Human Motivation*, 1943. F. Herzberg, *Le travail et la nature de l'homme*, The World Publishing Company, 1966

2) Thomsen JP, «The Educational Strategies of Danish University Students from Professional and Working-Class Backgrounds», Université de Copenhague, sept 2013.

La dimension économique et territoriale de la scolarisation

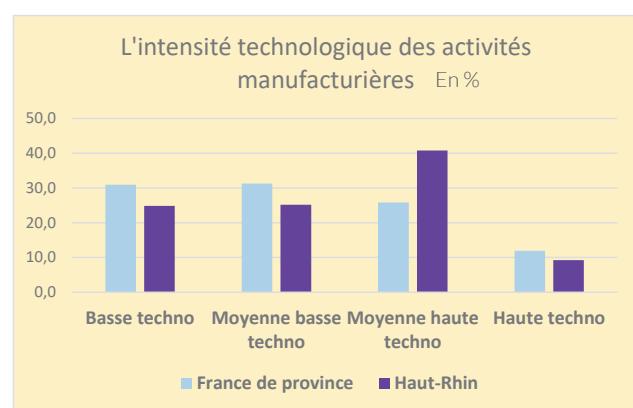
Les travaux réalisés par l'Afut ont conduit à émettre un certain nombre d'hypothèses concernant le rôle des dynamiques territoriales comme facteur influant sur le choix de poursuivre des études.

Hypothèse 1 : lien entre scolarisation et chômage

Elle consiste à penser qu'un faible taux de chômage local, y compris pour des personnes à faible niveau de qualification, n'est pas incitatif à la poursuite d'étude puisque le jeune peut penser qu'il réussira à s'insérer professionnellement, sans avoir fait d'études supérieures.

C'est le cas par exemple, des territoires proches de la Suisse où l'on constate un fort taux d'emploi des jeunes et un faible taux de scolarisation des 18-24 ans. Même constat dans la Communauté de communes «Centre du Haut-Rhin», où la création d'emploi est forte ces dernières années.

Au contraire, un fort taux de chômage peut inciter les jeunes à poursuivre leur scolarité, sachant que s'ils entrent sur le marché du travail, ils n'ont que peu de chances d'en trouver un. Faire des études peut alors en quelque sorte constituer une solution d'attente.



Source ACOSS, exploitation Afut

Les données présentées dans ce graphique concernent le Haut-Rhin. La sur-représentation des industries de moyenne haute technologie (chimie, automobile...) est encore plus forte dans l'agglomération mulhousienne.

Hypothèse 2 : la nature du tissu économique joue sur la volonté de poursuivre des études

Si le tissu local est très high tech ou demande de hauts niveaux de qualification (exemple d'une économie très métropolitaine, où dominent les services supérieurs), alors les jeunes sont plus incités à poursuivre leur scolarité, faute d'alternative.

Ce qui pourrait expliquer que l'agglomération de Mulhouse ait le plus fort taux de scolarisation des 18/24 ans de tous les EPCI du Haut-Rhin : le territoire connaît un taux de chômage plus élevé que dans la plupart des autres intercommunalités et il y a (relativement) peu d'emplois de bas niveau de qualification. Le tissu étant dominé par les activités de moyennes hautes technologies, comme la chimie par exemple où pour entrer, il vaut mieux avoir un DUT.

Les dimensions psychosociales de la poursuite d'études

Dynamisme territorial et poursuite d'études

Certains travaux¹ montrent que les caractéristiques socio-économiques des actifs et les caractéristiques territoriales inter-agissent.

Ainsi, le décrochage scolaire, au-delà des caractéristiques des individus, dépend de celles du territoire. Un jeune qui vit dans un territoire où la norme est la poursuite d'études sera incité à poursuivre ses études. A contrario, dans les territoires où le chômage des jeunes est la norme, le décrochage est intense. Même les jeunes plus favorisés socialement tendent à davantage décrocher.

Dans les territoires en déprise, même les jeunes qui ont de bons résultats scolaires sont plus défaitistes et tendent plus à renoncer aux études. A contrario, dans des territoires dynamiques, offrant des alternatives, même les jeunes peu favorisés, aux moins bons résultats scolaires, tendent à davantage souhaiter poursuivre des études. Le dynamisme territorial semble donc produire des effets d'entraînement alors que le chômage et la perte de dynamisme semble entraîner une sorte de découragement collectif qui se traduit par un moindre investissement dans la scolarité.

1) Di Paola V et Moullet S., *Quel rôle pour le marché du travail local sur le risque de décrochage scolaire ?*, Formation emploi, N°144, 2018

La perception de l'avenir détermine en partie les choix

La façon dont les jeunes se projettent dans l'avenir, les lieux où ils se voient vivre, jouent sur leur souhait de poursuivre ou non leurs études. S'ils sont peu mobiles et ne se projettent pas en dehors de leur territoire de vie, ils vont calquer leurs aspirations sur ce que le territoire peut leur offrir.

On retrouve ici la dimension économique : si le territoire semble offrir des emplois peu qualifiés, alors les incitations à poursuivre la scolarité seront faibles. Ils oublient au passage que les opportunités d'emploi d'aujourd'hui ne sont pas assurées demain et qu'ils se privent d'alternatives pour demain. Au contraire, si les jeunes se projettent ailleurs, alors ils doivent être en mesure d'y saisir les opportunités et poursuivre leurs études pour avoir plus de chances d'y répondre.

D'autres dimensions à prendre en compte

La connaissance des métiers

Cette connaissance varie bien sûr selon la catégorie sociale des parents. Mais, d'une manière générale, sont véhiculées beaucoup de représentations fausses des métiers.

Par exemple, faire des études supérieures et devenir cadre ne représente pas du tout la même chose selon le secteur d'activité. Être cadre dans le tertiaire (a fortiori non marchand) n'est pas très enviable par rapport à être cadre dans l'industrie...

L'industrie fait aussi l'objet de représentations faussetées. On pense encore que les métiers industriels demandent un faible niveau de qualification. Dans les années 70, il fallait au mieux un CAP. Maintenant, on pense qu'un BAC suffit. Or, les contrats d'objectifs des branches (a fortiori dans les industries à risque comme la chimie, mais aussi dans la métallurgie) insistent sur la nécessité d'un BAC+2, même pour des emplois d'ouvriers... Sans parler bien sûr de la quasi-pénurie d'ingénieurs.

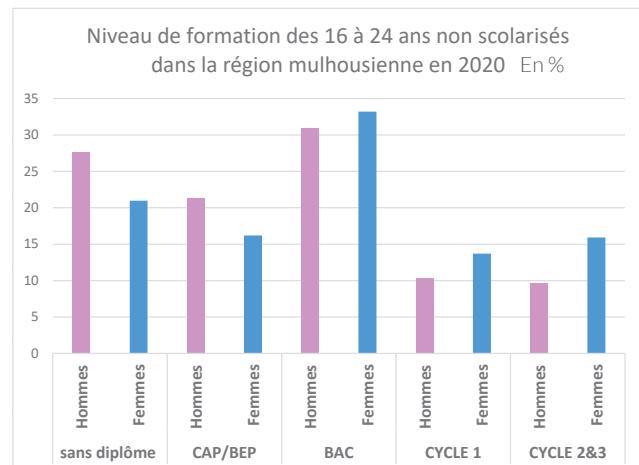
D'année en année, les emplois les moins qualifiés se raréfient localement ; les entreprises ont de plus en plus besoin d'innovation, d'« agilité » et donc de cerveaux adaptables, plastiques, compétences qui sont acquises notamment via des formations plus longues. Penser que l'on pourra « faire carrière » avec un niveau relativement faible de formation n'est pas la meilleure voie d'avenir...

Et enfin une dimension genrée

Les données longitudinales dont nous disposons (depuis 1968) montrent que, dans l'agglomération mulhousienne, parties de loin en termes d'accès à des niveaux supérieurs de formation, les jeunes femmes ont rattrapé leur retard et qu'elles sont plus nombreuses que les jeunes hommes à poursuivre des études supérieures.

Pour expliquer ce constat, on peut par exemple faire l'hypothèse que pour certaines, vivant en milieu rural ou dans des quartiers dits sensibles par exemple, la poursuite d'études est un moyen d'en sortir et de s'en sortir. Tout comme joue sans doute la volonté d'indépendance des femmes vis-à-vis des hommes.

Le choix des métiers visés par les femmes (hélas plus tertiaires en général) peut également expliquer ce choix de poursuite, bon nombre de métiers tertiaires demandant un niveau d'études supérieur.



Source INSEE

On touche là une question connexe : celle du choix d'orientation des femmes et des hommes. Mais la vision naturaliste selon laquelle les femmes seraient plus enclines « naturellement » à rechercher des métiers faisant appel à l'altruisme n'est qu'un paravent derrière lequel se cache des processus d'exclusion des femmes de certaines professions.

Quoi qu'il en soit pourrait être posée la question de savoir pourquoi, au-delà des éléments exposés dans les pages précédentes, les jeunes hommes sont moins enclins à poursuivre leurs études que les jeunes femmes.



PUBLICATIONS EN LIEN

Parentalité : retour sur un vieux problème philosophico-sociologique, Afut, janvier 2025

Les parcours scolaires : l'urgence d'une réaction, Afut, oct 2024

L'Université de Haute Alsace à l'horizon 2030/2040, Afut, nov 2023

Panorama de l'enseignement supérieur dans le Haut-Rhin et à Mulhouse, Afut, nov 2022

Estimation des impacts territoriaux de l'Université de Haute Alsace, Afut, sept 2022

A propos de la géographie de l'école : un énorme défi à relever, sept 2019

A retrouver sur afut-sudalsace.org

Afut 
agence de fabrique
urbaine et territoriale
SUD-ALSACE

CONTACT

Afut Sud-Alsace
33 avenue de Colmar
68200 MULHOUSE
www.afut-sudalsace.org

[Direction de la publication](#)

Viviane BEGOC, directrice de l'Agence

[Rédaction](#)

Didier Taverne

Didier.taverne@afut-sudalsace.org

Novembre 2025

Toute reproduction autorisée avec mention précise de la source et référence exacte.